

Azouz Begag votera bien pour Bayrou

Le ministre délégué de la Promotion à l'Égalité des chances Azouz Begag a officiellement annoncé, hier, qu'il se ralliait à la candidature de l'UDF François Bayrou, « seul candidat qu'il puisse soutenir », et a critiqué « l'amalgame indécent » que représente le « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale » proposé par Nicolas Sarkozy.

Photo AFP/Coffrini



le chiffre du jour

55 % des Français se déclarent en faveur de la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale et 65 % jugent que Nicolas Sarkozy a eu raison de défendre l'idée d'identité nationale, selon un sondage OpinionWay pour Le Figaro et LCI.

Onze candidats et une incertitude

PARRAINAGES Bové maintient le suspense jusqu'à lundi sur sa participation au scrutin présidentiel

La chasse aux signatures est terminée. Onze candidats à l'élection présidentielle avaient déposé, hier, dans les délais impartis les 500 parrainages requis au Conseil constitutionnel.

Le suspense continue pour José Bové, qui saura lundi si sa candidature est valide ou non. Le président du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré rendra publique la liste officielle des candidats lundi à 17 h 30, après les ultimes vérifications faites ce week-end par les juristes du Conseil.

Le leader altermondialiste s'est rendu en fin d'après-midi au Conseil constitutionnel pour déposer ses derniers parrainages avant l'heure fatidique de 18 heures. Il était accompagné de quelques militants qui scandaient « insurrection électorale » et « José président ». Dans une véritable course contre la montre, ses partisans sont allés chercher les précieux formulaires dans les gares et les aéroports parisiens, où des militants les avaient acheminés de différents coins de l'hexagone.

« Verrouillage en règle »

« Malheureusement, à l'heure où nous sommes, nous ne sommes pas capables à trois, quatre, cinq parrainages près de savoir si je pourrai être candidat à la présidentielle », a déclaré José Bové, protégé à sa sortie par un cordon de gendarmes. « Notre compte à nous est bon. On pense qu'il est bon, mais c'est le Conseil constitutionnel qui nous le dira lundi soir », a-t-il ajouté, en refusant de se placer dans l'hypothèse où il ne



serait pas candidat. Onze candidats étaient assurés hier soir d'être en lice. Une heure avant José Bové, Olivier Besancenot avait déposé 550 parrainages. « Me voilà candidat officiellement », s'est réjoui le porte-parole de la LCR.

Le facteur, qui avait annoncé la veille avoir réuni les 500 signatures, a exprimé son « très grand soulagement ». « On l'a eu à l'arrache (...) grâce à l'activité des militants de la LCR », a-t-il assuré. « Personne ne nous a nationalement donné quoi que ce soit, ni l'UMP ni le PS ». Le candidat de CPNT (Chasse, Pêche, Nature et Tradition) Frédéric Nihous aura finale-

ment franchi largement la barre, avec 655 parrainages « déposés et enregistrés ». Il a lui aussi expliqué que la chasse aux signatures avait été « très difficile » en raison du « verrouillage en règle » et des « pressions » exercées par les grands partis sur les élus. Candidat CPNT en 2002, Jean Saint-Josse avait réuni 982 parrainages.

Neuf autres candidats ont réuni les précieux parrainages. Pour Nicolas Sarkozy (UMP), Ségolène Royal (PS), François Bayrou (UDF) et Marie-George Buffet (PCF), le recueil des 500 parrainages aura été une formalité en raison du nombre de

leurs élus. Jean-Marie Le Pen (FN), Dominique Voynet (Verts), Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) et Gérard Schivardi (Parti des travailleurs) avaient annoncé dans la semaine avoir franchi la barre.

Les « petits » candidats étaient heureux de pouvoir enfin débiter leur campagne, après avoir peiné à réunir les signatures. « Pour nous, la vraie campagne commence », a dit Olivier Besancenot.

Plusieurs petits candidats (lire ci-dessous) ont, eux, échoué à réunir les 500 précieux sésames indispensables pour prétendre à la fonction suprême.

Les exclus du scrutin

La course aux parrainages a grandement animé le début de la campagne présidentielle alimentée par tous les petits candidats mais aussi par Jean-Marie Le Pen qui, fort de son score en 2002, s'est élevé contre le système en place. Si le président du FN a, cette fois encore, passé l'obstacle, d'autres ont jeté l'éponge faute d'avoir recueilli les signatures.

L'homme d'affaires niçois, Jean-Marc Governatori, président de la France en action, dont il est le fondateur, semble, lui aussi, bel et bien recalé dans la course aux parrainages. Hier soir, il affirmait toutefois attendre lundi pour connaître la décision du Conseil constitutionnel, car s'il a déposé 310 signatures, il a demandé aux maires de faire parvenir directement à Paris les formulaires signés. Ses chances semblent cependant raisonnablement nulles.

« Pour la première fois depuis la fondation de la V^e République, il n'y aura pas de candidat gaulliste à l'élection présidentielle », a déploré le député (ex-UMP) Nicolas Dupont-Aignan en annonçant son retrait. Le candidat indépendant Rachid Nekkaz a lui aussi jeté l'éponge après n'avoir recueilli que 467 parrainages. Quant à Nicolas Miguet, candidat du Rassemblement des contribuables français, et mis en examen pour avoir tenté d'obtenir frauduleusement des parrainages, il est venu rue de Montpensier pour annoncer son soutien à François Bayrou.

Enfin, France Gamberre, présidente de Génération écologie, a annoncé n'avoir rassemblé qu'« environ 400 » signatures sur son nom.



Frédéric Nihous, le « candidat de la ruralité ».

Photo AFP/Meyer

Le baptême du feu pour Nihous et Schivardi

Ils seront les deux petits nouveaux du scrutin. Tous – à l'exception de José Bové qui n'est pas un inconnu de la scène médiatique – ont déjà participé à une élection présidentielle. Sauf Frédéric Nihous, candidat de Chasse, Pêche, Nature et Tradition (CPNT) et Gérard Schivardi du Parti des travailleurs. Coup de projecteur sur les deux inconnus du scrutin.

Le candidat CPNT, Frédéric Nihous, peine à imposer son nom et son pro-

gramme, bien loin de la notoriété qu'avait connue le candidat de CPNT de 2002, le truculent Jean Saint-Josse. Agé de 39 ans, marié et père de deux enfants, il est le directeur de CPNT, désigné candidat en septembre par son parti.

Juriste de formation, originaire du Nord, Frédéric Nihous veut faire « la campagne des campagnes » et défendre la ruralité. « Je n'accepte pas d'avoir 20 kilomètres à faire pour

trouver un bureau de poste », répète le candidat, qui réclame un « moratoire » sur les fermetures de services publics en zone rurale, et une « fiscalité attrayante ».

Transfuge du PS

Quant à Gérard Schivardi, il se présente comme « le candidat des maires » avec le soutien du Parti des Travailleurs (PT). Cet artisan maçon de 56 ans, maire de Mailhac dans l'Aude n'est pas novice en politique.

Ancien membre du PS, celui qui se proclame « l'un des derniers vrais socialistes » est maire de sa commune depuis 2001. Il a démissionné du PS en 2003, lorsqu'il s'est fait élire conseiller général... contre le candidat investi par le PS. Il se veut le porte-parole des 36 000 communes, « défenseur de l'école, le bureau de poste, la maternité de proximité, la viticulture, le commerce, l'artisanat et notre industrie ».



Gérard Schivardi, le « candidat des maires »...

Photo AFP/Pavani